



Michel Vauzelle entouré de Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et Marie-Arlette Carloti, ministre déléguée. Dans le même temps les salariés de Presstalis se rassemblaient. PHOTOS ROBERT TERZIAN



Paca. Les élus qui débattaient des orientations budgétaires pour 2013 ont reçu la ministre Marylise Lebranchu.

Budget de combat et combat pour le budget

■ Invitée de marque de Michel Vauzelle, le président PS de la Région, Marylise Lebranchu la ministre de la décentralisation a interrompu le débat d'orientation budgétaire qui animait les élus du Conseil régional hier. En mission d'apaisement sur le projet de métropole autour de Marseille (Cf. ci-contre), la ministre a dit la volonté du gouvernement de faire des régions les chefs de file de l'action publique territoriale en matière « de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche. » Aux inquiétudes de Michel Vauzelle quant à l'absorption par les métropoles des compétences de la Région, Marylise Lebranchu a affirmé qu'il « n'y aura plus de métropole du type de la loi de décembre 2010. Un texte spécifique sera consacré aux métropoles d'intérêt européen que sont Paris, Lyon et Marseille » avant d'annoncer la tenue de « conférences territoriales des compétences » pour préparer l'acte III de la décentralisation.

La ministre a soulevé la questions des moyens financiers des régions sans y apporter de réponse définitive. Avant et après son allocution c'est pourtant bien celle-ci qui était sur toutes les lèvres.

Lors de sa présentation du document d'orientation budgétaire, Jean-Louis Joseph, vice-président PS délégué aux finances brosse un tableau sombre du contexte économique : « l'année dernière j'avais souligné quatre contraintes : la crise financière, la situation dégradée des finances publiques, les conséquences de la réforme de la fiscalité locale et la crise du financement bancaire des collectivités. Un an après, elles n'ont pas disparues mais se sont au contraire accentuées. »

« A travers ses priorités, la Région portera le pacte Etat-Régions

pour la croissance et l'emploi » poursuit le socialiste pour qui « le budget 2013 sera un budget de combat à la veille d'un nouvel acte de décentralisation qui devrait donner de nouvelles compétences aux régions. »

Côté UMP la réplique ne se fait pas attendre. La vaclusienne Bénédicte Martin lance : « avec la gauche le changement n'a de réalité que dans le verbe et le matraquage fiscal à tous les étages. » « Dianre ! Les gels de dotation de l'Etat qui hier vous faisiez hurler passeraient aujourd'hui comme une lettre à la poste » ironise-t-elle sans présenter de contre-projet.

« A la croisée des chemins »

La ritournelle habituelle du FN passée, le débat se situe essentiellement du côté gauche de

l'hémicycle. Pour le président du groupe du Front de gauche Gérard Piel (PCF) qui refuse la perspective d'une austérité décentralisée « nous sommes à la croisée des chemins, soit nous allons au bout des engagements que nous avons portés ensemble et nous prolongeons la défaite de la droite aux élections, soit nous renonçons et nous validons la politique d'austérité qui va plonger notre région et ses habitants dans une récession. »

Plus inattendu, le co-président du groupe EELV-Poc Philippe Chesneau prévient : « si le budget 2013 traduit ce rapport d'orientation budgétaire en l'état, je crains que nous, écologistes, nous ne nous y retrouvions pas, pour être plus précis, que nous ne pourrions le voter. » Affaire à suivre.

LÉO PURGUETTE

Une délégation de Presstalis reçue à la Région

■ Une cinquantaine de salariés de Presstalis en lutte dans les Bouches-du-Rhône contre la suppression de 1200 emplois sur les 2500 que compte le groupe de distribution de la presse en France, se sont rassemblés hier après-midi pour interpeller les élus régionaux sur un dossier crucial pour le pluralisme de la presse.

Une délégation composée d'un représentant de l'Union départementale CGT et de représentants des salariés des sites de Marseille et de Vitrolles, a été reçue par Jean-Marc Coppola vice-président PCF de la collectivité, Jacques Lerichomme conseiller régional Gauche unitaire et deux conseillers de Michel Vauzelle.

« Nous avons reçu le soutien total du groupe du Front de gauche » rapportait Maxime Picard délé-

gué CGT à l'issue de la rencontre. « Les conseillers de Michel Vauzelle connaissent le dossier - ça nous change par rapport à ailleurs - et nous ont dit qu'on s'acheminait vers un soutien du président de la Région. Nous espérons qu'il le rendra public très bientôt et qu'il l'accompagnera d'actes forts en direction du gouvernement » ajoutait le cégétiste..

Presstalis devait lancer aujourd'hui la mise en œuvre de son plan de restructuration en réunissant le comité central d'entreprise. Interrogé sur le sujet, Maxime Picard a annoncé que la direction avait décidé l'arrêt temporaire du processus. « On ne crie pas victoire mais on se félicite que la direction revienne à la raison et on espère qu'un véritable dialogue aboutira au retrait du plan » concluait-il.

L.P.

Métropole. Marylise Lebranchu annonce un texte pour début 2013.

Et si la réponse était à la coopération

■ On pourrait dire en une phrase : notre détermination de maire, de président d'agglomération et de président du conseil général a été forte. Elle a été écoutée et entendue. C'est la phrase minimum résume Magalie Giovannangeli. La présidente de la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne livre son sentiment quelques heures seulement après sa rencontre avec la ministre de la décentralisation, Marylise Lebranchu, qui s'était adressée le matin même aux élus pour leur rappeler la détermination de l'Etat dans la création d'une métropole marseillaise selon le calendrier prévu.

La ministre ne dérogera pas à la règle : la concertation doit s'achever avant la fin de l'année, pour qu'un projet de loi soit écrit à partir du mois de janvier 2013. C'est dire si le gouvernement veut aller vite. « Lancer la concertation, c'est plutôt positif, mais le seul problème c'est le peu de temps dont nous disposons » déplore Hervé Chérubini Président de la Communauté de communes Vallées-Baux-Alpilles. Pour lui, la question est de savoir quel sera le point d'équilibre entre métropole version Sarkozy et la nouvelle

mouture qui continue de crispier les relations avec les élus. « Où se place le curseur ? » interroge l'élu socialiste convaincu que sur les quatre thématiques : transport, enseignement supérieur, développement économique et rénovation urbaine, on peut avancer des pistes en dehors de la seule configuration de la métropole. « Nous ne voulons pas d'un département à deux vitesses », insiste-t-il. Il est au moins un constat que les élus partagent avec la ministre, c'est bien celui du retard économique de Marseille. « J'ai été de celle qui avait combattu la désindustrialisation de la ville et de son port, que le gouvernement veulent y mettre les moyens ont applaudi. Mais si

les réponses deviennent trop institutionnelles... Gare » avertit l'élue communiste d'Aubagne. Les élus voudront jouer un nouveau rôle. « Dans un pays en crise, on a besoin d'une présence politique forte. Il y a un besoin de jouer ce nouveau rôle sur le département le plus pauvre, le plus en retard, mais il ne s'agit pas de répondre aux seules injonctions du MEDEF », précise l'élue. L'urgence maintenant pour les communes et intercommunalités sera de trouver un espace pour « se faire entendre. »

Pas question pour les 90 communes qui composeront la future métropole de se voir déposséder de leur « compétence », au risque de se faire engloutir. Il pourrait s'agir d'inventer des institutions de type nouveau, dans l'esprit des coopératives par exemple.

Une Métropole d'intérêt européen

« Nous sommes à la fois optimistes et vigilants, derrière les mots quels seront les actes », interroge Magalie Giovannangeli. Il ne peut pas y avoir de réponse institutionnelle sans réflexion. Il y a une nécessité à ce que l'on travaille à une autorité qui mêle tout le monde. »

Entre les intentions des uns et les déclarations des autres, quelle sera l'espace dévolu aux communes et intercommunalités. Marylise Lebranchu a été claire hier en annonçant que le loi de 2010 sur les collectivités territoriales contre laquelle une grande majorité d'élus s'étaient prononcés serait « abrogée ».

En contre partie le gouvernement veut aller vite pour créer « une métropole d'intérêt européen ». Pour mener à bien ce projet, la ministre a promis de s'engager personnellement et quotidiennement dans le processus de concertation. Cela suffira-t-il à apaiser les esprits ?

CATHERINE WALGENWITZ



Marylise Lebranchu a rappelé l'inflexibilité de la position de l'Etat, « prêt à assumer ses responsabilités ». PHOTO R.T.